OBSERVATOIRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MALVERSATIONS ECONOMIQUES

OLUCOME

OBSERVATORY FOR FIGHT AGAINST CORRUPTION AND ECONOMIC EMBAZZLEMENT

INTEGRITE EQUITE TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 013/OLUCOME/12/2019 PORTANT SUR L'AUGMENTATION ACCRUE DE LA DETTE PUBLIQUE QUI FRAGILISE L'ECONOMIE BURUNDAISE

« Le Gouvernement Burundais devrait arrêter d'hypothéquer les générations futures en cherchant d'autres moyens pour financer son budget de fonctionnement car sa dette publique s'est déjà multipliée par quatre depuis 2016 à ce jour et atteint un records jamais vu au Burundi (700 milliards Fbu en 2016 à 2.753 milliards Fbu en 2019).»

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) est tellement inquiet de constater combien la dette publique augmente du jour au jour. En effet, le Burundi avait bénéficié de l'allégement de la dette publique d'environ 2 000 milliards Fbu en 2009 car le Burundi avait déjà perdu la crédibilité auprès de ses partenaires créanciers. A cette époque, le pays était presque dans une situation de banqueroute.
   Suite aux conditions imposées par les institutions de Bretton Woods de prendre des dettes à long terme et avec un taux d'intérêt faible consécutifs à sa situation de fragilité économique, le Burundi a opté de prendre des dettes intérieures auprès des banques commerciales et des fournisseurs locaux. Ainsi, les rapports du Comité National de la Coordination des Aides CNCA 2016 et de la Banque de la République du Burundi (BRB) font état d'une dette publique envers les créanciers de 700 milliards Francs burundais.

2. En 2019, la Banque de la République du Burundi (BRB) vient de sortir un rapport faisant état de la dette publique de 2753, 5 milliards Francs burundais contre 2 426, 1 milliards Fbu en 2018 soit une augmentation de 13.5%. Cet accroissement a porté aussi bien sur la dette intérieure (+17,6%) que sur la dette extérieure (+4,8%). L'encours de la dette intérieure s'est accru de 17,6% de 2018 à 2019 passant de 1647,8 à 1937,8 milliards de Fbu . Pour la dette extérieure, les nouveaux tirages ont porté sur la dette directe provenant de l'OPEP (11 390, 69 M BIF), de la BADEA (7 437, 94 M BIF), d'EXIM BANK (3 379, 21 M BIF), du Fonds Koweït (12 414, 2M BIF) et du Fonds Saoudien (6 632,6 M BIF).

3. La cause majeure de cette dette publique très importante est la crise d'avril 2015 qui a détérioré les bonnes relations qui existaient entre le Burundi et ses partenaires techniques et financiers quitte à ce que ces derniers estompent une part importante de leur financement pour le Burundi . Une autre cause non négligeable est la mauvaise gouvernance dont la corruption qui a déjà atteint tous les secteurs de la vie nationale et emporte des milliards de Francs burundais. Cet argent sale est logé auprès des banques de l'étranger par les corrompus. Les conséquences issues de cette dette publique très élevée sont énormes. Comme le Burundi ne possède pas beaucoup de produits exportables, l'économie burundaise ne peut pas se relever car il existe peu de devises à la Banque centrale et les partenaires financiers ont minoré leur part de financement. Ce qui occasionne la dépréciation de la monnaie burundaise et par la suite, l'inflation augmente.
   Le taux de chômage oscille entre 55 % et 70% selon les régions et les centres urbains. Le taux de pauvreté ne cesse d'augmenter, il atteint actuellement plus de 72,9%. Pire encore et si rien n'est fait dans l'urgence pour redresser l'économie burundaise par les politiques, le Burundi risque, d'un moment à l'autre, de se retrouver dans une situation de cessation de paiement. D'où les mesures économiques et financières s'avèrent incontournables et urgentes.

4. Dans de telles situations, il existe de l'incertitude dans la planification d'où il est impossible d'effectuer des vraies projections économiques non biaisées. Cette situation d'endettement public élevé peut amener les banques commerciales à tomber en faillite si la BRB ne leur rembourse pas leur fonds au moment opportun.
   Suite à cette situation d'endettement public important, le Gouvernement peut prendre la mesure d'effectuer la planche à billets et occasionner ainsi la dévaluation de la monnaie et l'inflation accrue. Le Burundi s'est tourné vers la Chine et les pays arabes pour s'endetter mais alors s'il ne leur rembourse pas à temps, le Burundi peut perdre de la crédibilité auprès de ses créanciers. Le secteur privé peut également avoir des problèmes de financement s'il n'est pas remboursé à temps. Bref, cet état d'endettement public élevé mène le pays vers la fragilité économique accrue et une pauvreté extrême sans nom.

Vu cette situation désastreuse relative à l'endettement public élevé et aux risques élevés de cessation de paiement, l'OLUCOME propose certaines pistes de solutions au Gouvernement qui sont les suivantes :

a. De faire de tout son mieux pour qu'il y ait la stabilité politique au Burundi ;
b. De mettre en place des stratégies visant à stimuler les investisseurs étrangers ;
c. D'élaborer les politiques monétaire et économique claires qui mettent en avant l'intérêt général ;
d. De rapatrier les fonds qui logent dans les banques étrangères par les corrompus burundais et l'utiliser pour le développement du pays ;
e. De voter un budget d'austérité en diminuant les frais de fonctionnement au profit des secteurs porteurs de croissance économique comme le secteur minier, celui du café, du thé, du coton, de l'énergie, de l'agriculture, du transport, de la recherche, ……. ;
f. Renforcer la gouvernance sociale, administrative et économique ;
g. Les candidats aux élections de mai 2020 devraient montrer comment ils vont faire face à cette hémorragie économique, financière et sociale.

VIVE LE BURUNDI SANS LES DIRIGEANTS CORROMPUS, VIVE LA BONNE GOUVERNANCE

Fait à Bujumbura, le 17/12/ 2019

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

17/12/2019

Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques
OLUCOME
B.P 6616
Tél:212113

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 38 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49
Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI